

La « crise » est, hélas, bien réelle, et terriblement dévastatrice. Mais évoquée sans cesse et à tout propos, elle permet de « justifier » toutes les atteintes aux salariés et aux peuples, en même temps qu'elle fait écran, empêchant de discerner ce qui se développe un peu partout pour la surmonter et, dans le même mouvement, « préfigurer » une autre vie, une autre société, débarrassée de l'exploitation.

Ces tentatives, par elles-mêmes pas nécessairement très originales, ont aujourd'hui ceci de passionnant qu'elles rencontrent désormais des capacités technologiques qui rendent « faisable » ce changement.

## La crise ou la vie

La crise est si forte, si multiple, si insaisissable que... le Pape a préféré jeter l'éponge. L'affirmation n'est qu'en apparence farfelue, et j'ai bien cru l'entendre à la radio ou ailleurs. Ou peut-être est-ce un effet de cette présence obsédante du mot « crise », qui sert à tout « expliquer » depuis si longtemps qu'on parvient à le glisser de soi-même dans chaque événement.

Les « crises » n'ont pas manqué dans l'Histoire. Mais tout est fait pour nous présenter les quarante dernières années comme une seule et même « crise » ininterrompue.

Or cela contredit l'acception généralement admise de ce mot. Il porte l'idée de *passage* difficile, d'état passager. C'est un *moment*. En médecine (me semble-t-il), on souffre d'une crise. Si elle s'installe, on est devant une maladie chronique, et il s'agit alors de tout autre chose. Si au contraire elle passe, on revient à la normale, ou à un état nouveau.

Quarante ans (si l'on situe son point de départ au « choc pétrolier » de

1973, mais davantage si on la fait démarrer à la décision de Nixon d'abolir la convertibilité du dollar en or, en août 1971), ce n'est plus un « moment », c'est une situation permanente, une maladie « chronique ».

Or, l'idée de « crise » est associée à celle de violence, de brutalité, de choc, avec ses effets psychologiques de sidération (c'est-à-dire de suspension momentanée du jugement), d'effroi paralysant. En pleine crise, il n'est pas temps de trouver des remèdes définitifs : on mobilise ses résistances, on pallie au mieux les effets les plus douloureux, et on attend que ça passe. On en bave, mais « on voit le bout du tunnel », « les mauvais jours finiront ». On « reviendra » à la « normale », et certains ont même dit qu'on en sortirait « renforcé » !

Cette idée de « crise permanente » depuis 40 ans, avec des moments de « super-crise », comme en 2008, ou même d'« hyper-crise » comme l'a fièrement proposé Bruno Jeudy (du *Journal du dimanche*) en prenant provisoirement la tête dans la course aux

vanités médiatiques, amène à se demander si, consciemment ou non, le mot ne devient pas le pivot d'une propagande, ou le voile jeté sur des changements si profonds qu'il serait périlleux d'en révéler l'étendue et le plan d'ensemble.

Preuve en tout cas du succès absolu de la chose, et de son installation en tête de liste des menaces terribles et indistinctes : écoutez les conversations, les bulletins d'information et les interventions des dominants médiatiques et de leurs perroquets « journalistes ». On parle de « la » crise, sans plus se préoccuper de la qualifier ou même d'en préciser la nature ou le contenu. Elle est le grand « signifiant » qui surplombe tout !

Usage volontaire, délibérément conçu, ou opportunisme de ceux qui en constatent après-coup l'effet paralysant ? L'omniprésence du mot, très au-delà de son usage courant, suggère en tout cas qu'il a sa place dans la machine de propagande des possédants. Et, une fois encore, ce n'est pas une hypothèse relevant de la « théorie du complot » ! Ouvrages déjà vantés ici, *Le Grand bond en arrière* de Serge Halimi, ou *La Stratégie du choc* de Naomi Klein ont démontré avec tous les détails requis l'existence (par ailleurs évidente, attendue et... **normale**) de scénarios minutieux des possédants pour accroître leur mainmise sur le monde et maximiser leurs profits. Les cellules de « veille » des « think tanks » au service des possédants, et la mobilisation stipendiée des savoirs universitaires en sociologie ou en psychologie sont là pour saisir l'intérêt de cette présence obsédante de la « crise » et en préconiser l'usage médiatique sans limite. Il faut une « crise » (soudaine, violente, inattendue, inexplicable) pour faire passer le célèbre TINA (« There is no alternative » = il n'y a pas le choix) de

Margaret Thatcher. Et quel état convient mieux à l'instauration de « l'insécurité croissante du salariat » qui, pour Alan Greenspan, cité par Noam Chomsky, explique la prospérité étasunienne pendant l'administration Clinton.

Cela n'implique pas que le mot « crise », et la consigne « matraquer le mot à tout propos et en tout lieu » aient figuré comme tels dans les scénarios des disciples de Milton Friedman et de Friedrich Hayek ou dans les bagages des Chicago boys. Mais une fois constaté son pouvoir paralysant et désarmant, il ne fait pas de doute que ces gens-là en ont fait un usage généreux partout dans le monde.

## PARADOXES

Mais ce mot a la double propriété de terroriser et d'empêcher d'évaluer la réalité et l'ampleur de changements **irréversibles**. Et en même temps qu'il contraint à se disposer en permanence en réaction à des attaques soudaines, il interdit de penser un au-delà ou, pire encore, de percevoir ce qui, dans la vie quotidienne et dans les dispositions pratiques prises par les peuples pour y survivre, tend à reconstruire la vie sur d'autres bases, prouvant pratiquement qu'une « autre vie est possible ».

• **Terroriser et faire taire d'abord.** L'utilisation de l'excuse de « crise » est sans limite, brandie à tout propos. Elle fait à la fois fonction de *menace* (il faudra bien se résoudre à abandonner tel acquis en matière de temps de travail, de cadences, de salaires : c'est la crise ! Et si l'on ne s'y résout pas, alors ce sera la fermeture, la délocalisation, le chômage) et de *programme de destructions à venir* (En Grèce, chaque passage de la « troïka » se traduit par une liste de plus en plus sur-

réaliste de mesures imposées de force, au nom de la « crise » qui les rend soi-disant inévitables. Ainsi par exemple de cette mesure, dont le caractère à la fois dérisoire, vexatoire et brutal dit toute la folie de ce monde dirigé par les « djihadistes du marché » : la fête, fromage traditionnel, se vend « à la coupe », même dans les petites et moyennes surfaces des villes. Eh bien, désormais, l'industrie agroalimentaire veut pouvoir imposer sa vente sous conditionnement industriel ! C'est la crise, et ça ne se discute pas !).

Permanente, la « crise » fait régner cette atmosphère qu'ont dû connaître les victimes des bombardements aveugles : où et sur qui cela va-t-il tomber la prochaine fois ? Ce sentiment que tout se disloque autour de soi, que tout est insaisissable, qu'on ne peut trouver de centre organisateur, que même les catégories les mieux protégées cessent de l'être exerce un effet de terreur dont on ne se rend plus même vraiment compte tant il dure et s'acharne.

On a un indice indirect de cet effarement, de ce « déboussolement » lorsque des sondages, en France, font apparaître, comme en 2009 celui de CSA pour l'association Emmaüs, que « plus d'un Français sur deux (56 %) estime qu'au vu de sa situation actuelle, il pourrait un jour devenir sans-abri. » C'est un indice, non pas tant de la réalité de la « crise » que de sa pénétration dans l'inconscient des « gens », d'une forme *d'habitation*, comme disent les psychologues pour parler du résultat d'un apprentissage de type pavlovien.

• **Mais aussi contraindre à parler et à penser avec le vocabulaire et les catégories de pensée de son ennemi, et à agir dans les cadres qu'il a définis.** C'est ainsi qu'un mot a fait florès ces dernières années, para-

doxalement seriné par des « anti » : « résistance ! » Et bien au-delà de l'indignation proposée par Hessel et adoptée par les Espagnols de Madrid, mot *mobilisateur*, mot-levier, on s'est rué de toute part sur les lambeaux du Programme du Comité national de la Résistance, ce qui, à l'inverse, renvoie à un passé à la fois glorieux et mythifié, en tout cas définitivement révolu, renforçant au passage l'illusion qu'il s'agit d'une « crise » certes longue mais au total passagère, dont nous sortirons en revenant au « meilleur » du passé [1].

Et c'est ainsi que, pris à la gorge, et légitimement bouleversés par ce qui leur tombe sur la tête, les salariés sont appelés à protester pour le « produire (et consommer) français », ou pour la production de toujours plus de voitures (tout le monde n'en a pas encore, et c'est sans compter sur les 100 millions de Chinois désormais solvables qui y aspirent...), en faisant sauter le verrou de la famille Peugeot qui veut faire plus de profits sans en passer par là. Mais c'est aussi les « luttes » enfermées dans des combats nécessairement héroïques et minoritaires, et les coordinations auto-proclamées des salariés menacés de licenciements ou d'ores et déjà frappés.

Tournant comme des bêtes en cage dans ce périmètre défini par le patronat et la finance qui ont déjà répondu que « C'est ainsi, et que ça ne peut être autrement, parce que c'est la crise », les salariés sont condamnés à l'abattement, à l'explosion violente (et légitime) ou à la prière muette « d'être épargnés par la prochaine catastrophe »...

Réagissant pour *Médiapart* (le 12 février 2013) aux déclarations de Valls, le Guéant de gauche [2], qui s'inquiétait de possibles débordements violents des salariés mobilisés contre les

licenciements, le sociologue Jean-Michel Denis relativisait les événements « violents » les plus radicaux de 2009. Ils hantent « *les esprits mais à l'époque, il y a eu un effet de loupe médiatique sur quelques conflits porteurs comme les Molex. Une radicalisation a été annoncée mais en réalité, personne n'a brûlé son usine, molesté ses dirigeants hormis quelques cas de séquestration* ». Et le chercheur au centre d'études pour l'emploi précise, à propos de la situation actuelle : « *Certes, le climat est très morose, très défensif, ces derniers mois. Il peut toujours exister des moments où les salariés ne peuvent plus se contrôler mais si cela arrive, ce sera isolé. Le plus visible, c'est l'intériorisation de la violence sociale, la souffrance au travail, la progression des suicides quand l'extériorisation, la prise de parole publique peine à s'accomplir. Pour qu'il y ait des conflits, il faut que la victoire totale ou partielle soit possible. Or pour l'instant, rien n'est possible. Les syndicats ne parviennent pas à inverser les plans sociaux, à bâtir des négociations qui leur soient favorables. On l'a vu avec l'accord sur l'emploi où le compte n'y est pas. Ils ne seront pas les relais de la violence sociale, y compris les plus combatifs comme la CGT. Quant au gouvernement, il est pieds et poings liés, entre impuissance et crainte de désespérer Billancourt, de ne pas dire la vérité aux ouvriers, de peur de les démoraliser.* »

Le sociologue ne vit pas sur une autre planète, et le fatalisme qu'a réussi à implanter dans les esprits la crise sans fin ne l'a pas épargné. Mais ce fatalisme n'a surtout pas épargné les salariés eux-mêmes, et sans doute a-t-il raison de souligner combien la tendance première est de retourner la violence contre eux-mêmes. Ne laissons pas la machine médiatique effacer sans cesse les traces anciennes. Il y a quelques mois, l'actualité mettait

en avant les suicides (une « mode », selon le PDG de l'époque...) à France Télécom, suicides qu'Hélène Cixous qualifiait à juste titre d'assassinats. Les choses n'ont pas changé depuis. La fréquence de ces suicides parmi les agriculteurs l'illustre tragiquement : il y aurait tant de fourches à brandir, tant de « châteaux » à brûler, mais c'est avant tout contre eux-mêmes qu'ils retournent leur rage et leur désespoir.

• Enfin, et ce n'est pas la moindre de ses fonctions, **la notion de crise empêche de prendre la mesure de ce qui a été réalisé par la classe sociale à ce jour victorieuse**, et à l'ombre précisément de cette « crise ».

Or, ce qui a, avant tout, été réalisé, c'est le démantèlement minutieux, systématique et **irréversible** d'un corps social riche et (un temps) puissant, celui des salariés. Ils sont toujours là, et aussi nombreux si ce n'est davantage, même en France.

• Ce qui avait fait leur fierté, et qui avait à voir avec la maîtrise du métier, et aussi avec les « trucs » de métier permettant à la fois de limiter les pressions d'exploitation et aussi de faire groupe, a été très soigneusement éradiqué et rendu impossible (la lecture attentive de ce que nous racontent Beaud et Pialoux dans leurs divers travaux autour de Peugeot Montbéliard, ou Pialoux et Corouge, ou encore Marcel Durand avec son *Grain de sable sous le capot* ne laisse pas de doute à ce sujet) ;

• leurs protections et garanties, c'est-à-dire des lois, un périmètre géographique contrôlable (des frontières nationales, par exemple), un contrôle, même limité, sur le temps, cet enjeu majeur de la lutte des classes, mais aussi des formes d'« assurance » (éducation scolaire des enfants, santé, retraite, etc.), tout cela a été battu méthodiquement en brèche ou est en

voie de l'être.

Durant ces 40 années de « crise », et encore davantage lorsque cette « crise » devenait « supercrise » ou « hypercrise », et sous le prétexte de cette « crise » présentée comme inévitable, inexplicable, la faute-à-personne, ce qui a été balayé, c'est tout contrôle sur le temps et l'espace, dont la finance est aujourd'hui seule maîtresse. Désormais, des outils technologiques agissent sur une échelle de temps qui ne trouve plus d'équivalent dans la physiologie humaine, et sont capables en un clin d'œil (et bien plus vite en fait qu'un clin d'œil) de rava-ger une usine, d'en projeter une autre vers une contrée lointaine, d'écharper une profession entière qui faisait obstacle.

Sans avoir à verser de ruisseaux de sang, autrefois prix à payer des grandes mutations, une contre-révolution globale et glaciale s'est imposée.

Naomi Klein raconte comment la vague du tsunami ayant balayé les constructions traditionnelles fragiles et les barques des pêcheurs indonésiens des plages de rêve de leur pays, convoitées en vain pendant des décennies par les tour-opérateurs du monde occidental, un simple décret leur a interdit de s'y réimplanter, réservant les concessions à ces grands opérateurs du tourisme. Le capital financier n'a pas déclenché le tsunami. Il n'a pas ourdi de complot. Il était simplement parfaitement préparé à sauter sur les lieux aussitôt les gueux expulsés. Qu'y peut-il si c'est la « nature » qui s'en est occupé ?

C'est cette même fausse « naturalisation » qui a œuvré pendant ces 40 années. Elle ne s'appelle pas « tsunami », mais « crise ». Elle a le même effet. Apparemment venue de nulle part, sans agent identifiable. Mais d'une telle violence qu'il n'y a pas

d'alternative ! Les morts ont déjà été innombrables. Il n'y a personne à qui demander des dommages de guerre. C'est la faute à pas de chance. Mais il n'y a plus rien de ce qui organisait notre monde « d'avant », et qui structurerait nos esprits. Notre écosystème traditionnel, notre « bain culturel » ont été dévastés. **Ils ne peuvent être reconstruits.**

C'est douloureux, difficile à admettre. Tout le monde parle de « crise », ceux qui en profitent et ceux qui la subissent, les 1 % et les 99 %. Mais on peine (on rechigne même, tout naturellement) à admettre qu'« à l'abri » de cette crise, le monde a été bouleversé de fond en comble.

Rien de plus erroné à cet égard que de prétendre que « ce n'est pas notre crise », que c'est « leur crise », et qu'ils « doivent la payer » : elle est *notre* univers, elle *nous* imbibe tous, pèse sur *notre* manière de penser.

La légèreté de ce mot d'ordre brandi, entre autres, par le NPA apparaît cruellement si l'on considère ce qui surnage des mois de campagne présidentielle puis législative de cette organisation : pour le SMIC à 1 700 euros et pour une loi interdisant les licenciements... dans les entreprises réalisant des profits (c'est ce que j'ai retenu, et je ne garantis pas l'exactitude absolue des formulations). C'est ni plus ni moins que se résoudre à vivre dans le monde tel qu'il est, et dans les limites définies par sa « crise ». C'est renoncer à fixer un « point de fuite », un objectif situé **en dehors de ce cadre** et proposé à la pensée et aux luttes que l'on appelle en même temps de ses vœux.

Cette crise est évidemment la nôtre parce que nous l'avons profondément intériorisée, et que nous avons toutes les peines du monde à penser autre-

ment qu'en termes de « résistance », dans les cadres que le système nous impose.

RESISTER

AUX AGRESSIONS,

C'EST LA VIE MEME.

AUTRE CHOSE EST

DE BRANDIR

LE « MOT D'ORDRE »

« RESISTANCE ! »

Destinataire étonné (et souvent désolé) de tracts et de résolutions de congrès révolutionnaires où je retrouve des slogans et des propositions d'action comme copiés-collés de très vieux tracts, je m'attends à tout instant à voir proposée une « manifestation centrale devant l'assemblée nationale » (on est passé bien près l'autre jour...) ou déclaré nécessaire un « gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois ». Ces messages, dans lesquels surnagent des bribes de phrases ou de mots qui rappellent vaguement Marx ou Engels, me font l'effet de ces lumières qui nous parviennent d'étoiles depuis longtemps éteintes.

Il n'en est pas moins vrai que mille attaches, parfois inconscientes (*surtout* inconscientes !), nous lient à ce monde largement révolu. Encore faisons-nous partie, nous à *Carré rouge*, de ceux qui se soignent... Nous avons tous à un titre, à un degré ou à un autre, hérité d'une vision faite de positivisme, de scientisme, de conviction qu'il existe un génie français (ou au moins une « exception », certains parleraient même d'un ADN où flot- tent des morceaux de la Vraie Révolution !). Nous avons tous été formés dans le pyramidal, dans le « par en-haut », dans la conviction que la

conquête du pouvoir d'État est seule susceptible de faire avancer les choses (et que l'Acteur Historique, c'est-à-dire les grands bataillons de la « Classe », va finir par déferler et mettre un peu d'ordre dans tout cela). Le Léninisme ne nous en a pas dissuadés...

Pourquoi ne pas puiser dans le réservoir des vieilles solutions si la « crise » n'est qu'un état momentané et anormal? Pourquoi ne pas préserver Fessenheim, et le génie français stalino-gaulliste du nucléaire de la glorieuse Libération? N'est-ce pas l'EDF du grand Résistant Marcel Paul qui les a créées, avec l'aide des Ingénieurs de l'École laïque républicaine (et militaire) Polytechnique? Et pourquoi ne pas parier sur une relance de la consommation et en particulier des voitures Renault et PSA, chaussées de pneus Goodyear et gavées d'essence sortie des réservoirs de Pétroplus? Allez, les beaux jours (anciens) reviendront...

**Mais ça ne marche plus, et ça ne marchera plus jamais sous cette forme** (par ailleurs mythifiée: je l'appelle la forme Eisenstein, ce cinéaste russe qui en a tiré les images les plus lyriques!). Cette conviction n'est pas seulement mienne: elle s'est insinuée dans les esprits de la masse des « gens », **et elle leur casse les jambes**. Ceux qui font « comme si » finissent par devenir de tristes guignols qui ne jouent plus vraiment d'autre rôle que celui de repoussoir sur les plateaux de télé.

Et la « crise » fait son office: découragement, désespoir, perte de goût pour la vie.

De cette première partie d'article, je voudrais que l'on retienne qu'avant d'être un état que l'on peut décrire avec précision, la « crise » est un écran derrière lequel la « réalité » a

été irréversiblement modifiée au détriment du plus grand nombre.

Je voudrais que l'on prenne enfin sérieusement en compte la déclaration provocatrice de Warren Buffett, selon lequel « la lutte des classes existe, et c'est nous qui l'avons gagnée ». On le cite, mais on est en fait incrédule. On le répète, mais on lui lance *in petto* une sorte de viril défi: « Allez, salopard, on va te faire rendre gorge de tes rodomontades. C'est nous [3] qui, au final, gagnerons! ». C'est le bon vieux « No passaran!!! » alors que Buffett nous dit tranquillement: « Nous sommes passés »!

## PARTIR DES SOLUTIONS

Le pire est peut-être de s'être laissé intellectuellement enfermer dans les limites de la « crise », d'être parvenu à exceller dans l'étude de ses effets ou dans la description de ses ressorts secrets (toutes choses absolument utiles par ailleurs). Mais alors comment ne pas sombrer dans la morosité, le découragement, ou la dérision et le cynisme qui n'en sont que les masques? Comment se sortir de ce qui est en vérité une intériorisation de la défaite que Buffett se vante (à juste titre selon moi) de nous avoir infligée?

Il ne s'agit pas de « chasser la crise de sa tête ». Marx écartait ainsi cette tentation purement idéaliste dans la Préface à *L'Idéologie allemande*: « Naguère un brave homme imaginait que, si les hommes se noyaient, c'est uniquement parce qu'ils étaient possédés par l'idée de la pesanteur. Qu'ils s'ôtent de la tête cette représentation, par exemple, en déclarant que c'était là une représentation religieuse, superstitieuse, et les voilà désormais à l'abri de tout risque de noyade. Sa vie durant, il luttait contre cette illusion de la pesanteur dont toutes les statis-

tiques lui montraient, par des preuves nombreuses et répétées, les conséquences pernicieuses. » Et Marx concluait de manière polémique, définissant ainsi le projet d'ensemble de l'ouvrage: « Ce brave homme, c'était le type même des philosophes révolutionnaires allemands modernes. »

Il ne s'agit pas davantage de clamer un optimisme creux du genre: « l'humanité s'en sortira; elle saura rebondir! » Les forces en jeu et l'avidité apparemment sans faille des possédants ne garantissent nullement une issue positive, surtout si l'on considère les dégâts d'ores et déjà engendrés par la course folle aux profits des 1 %.

Et pourtant, je dois avouer que, depuis plusieurs mois, des lectures, des événements, parfois infiniment petits, parfois plus massifs, m'ont porté à modifier mon regard sur tout cela, au point parfois d'être surpris par la domination intellectuelle sans partage que semble exercer « la crise ». Et que le regard ainsi changé, je ne cesse de découvrir un autre univers, que Jean-Claude Guillebaud, dans un livre récent, résume ainsi: *Une autre vie est possible* (L'Iconoclaste, 2012).

Ce dernier ouvrage, mais aussi ceux de John Holloway, de Michel Serres et surtout de Jeremy Rifkin m'ont amené à prendre conscience de ce qui constitue la première partie de cet article, mais surtout de m'apercevoir que, **pour tenter de penser** (pour résumer grossièrement: de penser les problématiques de l'émancipation), **partir de la crise, c'est fermer tout espace**. C'est se condamner à tourner en rond, à examiner sans perspectives les plus petits recoins de ses ravages et de ses ressorts; c'est s'enfermer dans une forme de délectation morose, ou, au choix, de mélancolie sans fin.

Pour pouvoir de nouveau ouvrir un espace à la pensée, **il faut partir des**

**solutions**, il faut partir d'un point de fuite vers lequel tendre sa propre énergie intellectuelle. Tout cela peut paraître tout à la fois creux, présomptueux et passablement cuistre. Ou relever du besoin de croire à tout prix. C'est grave, docteur? Voyons cela de plus près.

Mais d'abord une mise au point. Lorsque tout tend à vous faire tomber dans la désespérance, les faits que nous propose le quotidien (pour commencer, la liste des fermetures d'entreprises, mais aussi tout ce qui dégrade la vie en commun, affaiblit les plus fragiles et semble récompenser sans fin les mieux dotés), mais aussi le matraquage (délibéré? Voir plus haut...) du thème de la « crise » qui vous empêche de respirer, il y a peu d'échappatoires. Écouter la séquence du « répondeur » qui ouvre chaque jour *Là-bas si j'y suis*, l'émission de Daniel Mermet, sur France Inter à 15 heures permet d'en entendre la gamme complète: désespoir, colères impuissantes, franche dépression, rodontades désespérées, et propositions minimalistes de rassembler les blessés pour faire convoi.

Tourner ses regards vers d'autres réalités; décider de regarder ce qui se passe du côté de la vie foisonnante; se contraindre à penser à partir des « solutions » (à quoi tout vous dissuade de vous consacrer); se résoudre à ne pas avoir de solution à proposer dans telle usine, dans tel secteur, vis-à-vis de tel problème attendant, non des rêves, mais des solutions immédiates, tout cela est un mouvement intellectuel parfaitement **volontariste**, auquel rien n'invite.

On peut certes se munir de ce type de viatique que semblent constituer, pour J-C Guillebaud, quelques citations joliment choisies. Celle-ci, due à

Gandhi, est forte: « Un arbre qui tombe fait beaucoup de bruit, une forêt qui germe ne s'entend pas ». Celle de la romancière et militante altermondialiste indienne Arundhati Roy est plus poétique: « Quand tout est calme autour de moi, si je prête une oreille attentive, je l'entends [le prochain monde qui affleure] déjà respirer. »

Utilisées comme éléments d'une gymnastique mentale, ces phrases prennent beaucoup de saveur au quotidien. Mais elles n'auraient pas suffi à me faire changer de lunettes si d'autres événements récents ne m'y avaient pas préparé. Et là encore, il faut éviter de perdre la mémoire des dernières années, et, pour commencer, celle des discussions que nous avons eues dans *Carré rouge* dans la dernière période, au fil de trop rares parutions.

#### PETITE REVUE DU PASSE

#### RECENT ET DE SES

#### « ACQUIS »

- Le mouvement des retraites, d'abord, et son air joyeux tout à fait paradoxal: alors que tout indiquait que l'issue « revendicative » serait négative, l'emportait le plaisir d'être ensemble dans la rue, de discuter, de réfléchir ensemble, de défier l'infect Sarkozy qui humiliait à chaque occasion les travailleurs.

- Les « révolutions arabes » et la déconfiture des tyrans amis de nos dominants: l'irruption de foules qui s'arrachent par elles-mêmes à l'étouffoir et tentent de se saisir de leur propre destin.

- Le mouvement des « Indignés », en Espagne, et celui d'Occupy Wall Street à New York (et leurs essaimages respectifs un peu partout) où était établi, à la face du monde, que

bien des malheurs de ce monde tiennent à la domination de la très mince couche des 1 %, tandis que « Nous sommes les 99 %! » [4]. Force de cette découverte, qui ne règle rien par elle-même, ne comporte aucune revendication particulière, ne postule pas au pouvoir d'État, mais fait pénétrer dans les esprits à une échelle jusque-là jamais atteinte un ferment essentiel à tout développement ultérieur.

- Diverses fissures dans le « Mur de Chicago », cet autre Mur, après celui de Berlin, qui, d'après Guillebaud, verrouille la planète et perpétue l'oppression. Allusion à ce Chicago, épice de la mise en coupe réglée de la planète sous l'égide de Milton Friedman et de ses disciples, idéologues de Thatcher et de Reagan.

Et parmi ces fissures diverses dans le « Mur de Chicago », un point commun: apparaissent au grand jour des pratiques, des gens, des mœurs, une « oligarchie » (il n'est pas indifférent que ce vieux mot grec ait acquis une telle notoriété ces dernières années): tous ces gens ne pouvaient agir efficacement que dans le secret, qu'à l'ombre. Or voilà qu'il y a des « causes » repérables à ces effets terribles! Et parmi ces gens-là, ceux que Pinson et Charlot étudient en France avec tant d'acharnement depuis vingt ans, et qui prennent le visage de madame Bettencourt, de ses tricheries, de ses fondés de pouvoir véreux, de ses ministres-valets. **Il n'est pas indifférent que ces gens s'incarnent, soient mis à nu, permettent enfin de mettre des noms et des visages sur ceux qui fomentent dans l'ombre ce qui nous accable, et qui ont l'habileté de nous le présenter sans relâche comme une « fatalité »...**

Je pense que nous sous-estimons (effet d'un « pli » politico-culturel) l'im-

portance de cette révélation. Tout cela nourrit, encourage, excite les mouvements, les initiatives, les projets les plus divers nés de l'impossibilité pratique de vivre dans ce monde que les 1 % ravagent sans cesse davantage. Et pour peu qu'on s'avise de les regarder, de les chercher, de s'y intéresser, ils sont innombrables.

Il y a bien entendu le mouvement à Notre-Dame des Landes, traité dans ce numéro de *Carré rouge*, avec ses réflexions, ses dispositifs pratiques, sa démocratie vivante, tout ce qui en fait un laboratoire politique très précieux, comme l'avaient été le Larzac ou Lip. Mais il y a aussi mille autres laboratoires ou solutions partielles mais pratiques à tout ce que ce monde dresse comme obstacle à la poursuite de la simple existence des « gens ».

Pour avoir été très longtemps membre actif d'un groupe politique (l'OCI) qui avait manifesté son mépris (ou sa franche opposition) aussi bien à l'expérience de Lip qu'à celle du Larzac, je sais trop de quelles foudres ces petites actions méprisables sont probablement les victimes chez les continuateurs de ce groupe et chez d'autres de leurs semblables. Pensez : ces « gens » (les activistes « micrométriques ») ne brandissent pas de « programme » ; ils ne mettent pas en avant « une formule gouvernementale ». Ils ne revendiquent pas le « pouvoir d'État ». Ils ne se posent même pas le problème de savoir s'ils sont « la classe ouvrière », « l'acteur de l'Histoire »...

Et pourtant, s'intéresser à ce mouvement, c'est renouer, au-delà des slogans devenus creux, avec la définition que Marx donne du communisme dans *L'Idéologie allemande* : « Pour nous, le communisme n'est pas un état de choses qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se

conformer. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent actuellement. » [5]

Il se peut que ces mouvements, parfois microscopiques, soient ce que Holloway qualifie de « fissures », dont il dresse une liste hétéroclite, et dont il ne prétend pas que l'extension mécanique et obligatoire aboutira à l'effondrement du système tout entier. Il serait stupide (et parfaitement vain) de prétendre agir à leur « fédération » pour aider à cet accomplissement. Mais chacun d'eux, même à une échelle infiniment petite, « abolit l'état actuel des choses » et tend **pratiquement** à reconstruire le monde sur d'autres bases et selon d'autres rapports humains.

Mais au-delà de la sympathie ou même de l'empathie que je peux éprouver pour eux, ils m'intéressent pour une autre raison, que je crois nouvelle et formidablement chargée d'espoir. Car ces mouvements limités, ces solutions locales et provisoires n'ont par eux-mêmes rien de bien nouveau. On les a vus surgir en Espagne avec les communes rurales de 36 (que, pour ma part, je n'ai découvertes que grâce au film de Ken Loach, *Land and Freedom*. Ce qui pose un terrible problème sur nos « lunettes » « d'avant-garde » d'alors...). On les a vus, sous d'autres formes, apparaître en Argentine lorsque tout s'est écroulé, et que certaines entreprises alors abandonnées par leurs propriétaires ont été reprises et relancées par leurs salariés, l'affaire continuant aujourd'hui (et notons au passage que le livre de François Chesnais et Philippe Divès, *iQue se vayan todos!*, lui, s'y intéressait). Noam Chomsky insiste à plusieurs reprises dans son livre récent consacré à « Occupy » sur un mouve-

ment similaire, et qui dure, dans l'État de l'Ohio. On les voit fleurir aujourd'hui même en Grèce, dans les pires conditions, mais si on y est attentif, en fait, à peu près partout où sévit la « crise ».

En somme, pas de quoi, en soi, nous émouvoir plus que ça. C'est banal. L'instinct de survie est le plus fort.

Alors qu'est-ce qui change ? Probablement le fait que des travaux et des auteurs ou des groupements tendent à démontrer qu'il existe aujourd'hui des « outils », des mesures possibles qui rendent « faisable » un changement radical d'ensemble de l'organisation sociale et de la reproduction des conditions de la survie ; qu'un pont peut être jeté entre ces micro-mobilisations qui relèvent des tentatives de survie, et une nouvelle vie raisonnablement « possible ». Et que certaines technologies (entre autres, les NTIC) qui, entre les mains des capitalistes et des rentiers infiniment avides ont permis de ravager nos vies à une échelle et avec une vitesse stupéfiante (et nous en sommes effectivement restés stupéfaits, bousculés, désarmés) peuvent devenir des instruments d'un pas considérable de l'humanité tout entière.

Je ne rêve pas, et je ne crois nullement qu'il existe aux misères du monde des « solutions d'ingénieurs ». Je suis absolument convaincu même que leur mise en œuvre se heurte frontalement et avec une brutalité que l'on n'imagine pas encore vraiment aux exigences de valorisation folle du capital financier libéré de toute entrave. Je crois d'ailleurs que **la vertu principale de la prise en compte de ces éclairages nouveaux est d'abord de tendre à l'extrême la contradiction entre les capacités de l'humanité et le carcan de la propriété privée des moyens de production**. L'accablement et la résigna-

tion naissent de l'affirmation sans cesse répétée qu'il n'y a pas d'alternative. Au contraire, faire apparaître qu'il existe des solutions *concrètes* et à *portée de main*, c'est rendre insupportable la perpétuation de ce monde. Ce « récit » constitue donc à la fois un levier et un motif éminent de combattre. En tout cas sans aucune proportion avec la revendication d'un « SMIC à 1 700 euros » et la promesse extrêmement vague d'un « socialisme » qui ne parle pas à grand monde mais dont tout a été fait en revanche pour qu'il rebute le plus grand nombre.

C'est pourquoi il est du plus grand intérêt d'examiner avec attention les publications de Jeremy Rifkin (qui n'est certes pas un « marxiste » ni un « anti-capitaliste » : voir encadré ci-contre), rejoint par les rédacteurs très sérieux de l'association NegaWatt et de bien d'autres (qui ne le sont pas non plus...). Comme il est intéressant de prendre en compte le travail mené par Alain Grandjean à la tête du comité d'experts travaillant pour la fondation Terra Nova (qui n'est pas une organisation révolutionnaire ni anti-capitaliste, et pourrait selon moi plutôt être définie, comme Rifkin lui-même d'ailleurs, comme des tenants d'un « capitalisme durable » [6]... !)

#### RIFKIN, NEGAWATT : DES « SOLUTIONS D'INGENIEURS » ?

Que dit Rifkin dans son dernier ouvrage, intitulé *La Troisième révolution industrielle*, et sous-titré « Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde », et dont la lecture est avant tout parfaitement passionnante ?

D'abord que la seconde révolution in-

dustrielle, fondée sur les énergies fossiles, est arrivée au bout de son parcours. Rifkin ne s'appesantit pas sur les terribles convulsions que cela provoque : nous ne les connaissons que trop, et il les connaît certainement lui aussi. Mais il ferme la porte à tout « retour en arrière » (ça ne règle rien des convulsions en question, et ça ne dit rien des « propositions » à faire chez PSA à Aulnay). Cet avis de décès pourrait être accablant. Il est au contraire étrangement libérateur : sans appel, il interdit toute « nostalgie », toute tentative de retourner en arrière. Les bases n'en existent tout simplement plus !

Ensuite, de manière très empirique, il considère, avec le biochimiste Joseph Henderson, que « *la science doit davantage à la machine à vapeur que la machine à vapeur à la science* ». Et que, du sein même de la phase en train de s'achever, émergent des technologies, des « solutions d'ingénieurs », d'ores et déjà des pratiques très répandues, qui rendent possible le dépassement de l'état actuel. C'est ce qu'il résume, avec un art consommé de la « communication », dans ses « cinq piliers » :

« *Atteindre 20 % d'énergie renouvelable d'ici à 2020, décentraliser l'infrastructure énergétique en facilitant la création d'innombrables minicentrales électriques grâce au solaire, à l'éolien, au géothermique, à la biomasse, etc. Troisièmement, investir dans les technologies de stockage et donner la priorité aux piles à hydrogène. Créer un Internet de l'énergie pour transformer le réseau électrique centralisé actuel en une toile de microacteurs qui peuvent vendre et acheter leur électricité grâce aux technologies de l'information. Et, enfin, électrifier les transports, y compris les voitures individuelles, rechargeables sur ce réseau décentralisé. Rien*

*ne se produira si ces cinq piliers ne sont pas développés simultanément.* » (Interview dans *Libération*, supplément « Ecofutur » du 25 février 2013).

L'intérêt de cette lecture tient aussi au fait qu'il fait de tout cela (« solutions techniques » et implications globales sur l'organisation sociale) un « récit » cohérent, susceptible d'être mobilisateur, ce que n'est pas l'infinie répétition en boucle des malheurs de l'époque (qui sont très réels, très atroces, personne malheureusement n'en doute). Et que ce « récit » est assez crédible et étayé pour qu'il arme ceux (les 99 % ?) qui n'acceptent plus que les 1 % bloquent et pourrissent tout, ces 1 % qui s'opposent de toute façon à la mise en œuvre de ces solutions, dans laquelle ils perdraient leurs privilèges exorbitants.

#### RIFKIN, NEGAWATT, DES NOUVEAUX DUHRING ?

Mais, et c'est un autre effet de la « crise », nous en sommes si profondément accablés que nous courons le risque de plonger avec avidité sur tout ce qui pourrait nous apparaître comme une solution, une « sortie ».

N'est-ce pas ce que suscitent les ouvrages de Rifkin, de NegaWatt et d'autres ? Avec le premier, n'avons-nous pas affaire même à une sorte de nouveau Dr Dühring, avec son *Système complet de philosophie de l'esprit, de la morale, de la nature et de l'histoire*, accompagné d'un *Système complet d'économie politique et de socialisme* et d'une *Critique historique de l'économie politique* ? On a beau avoir lu et relu *L'anti-Dühring*, on peut avoir des faiblesses...

Allez, au passage, un petit règlement de comptes. Il était de bon ton, à l'OCI, de stigmatiser toute allusion à l'utopie. Certains dirigeants, dont on peut soupçonner qu'ils n'avaient ja-



mais lu (et a fortiori relu) que le titre de la brochure tirée de l'ouvrage d'Engels en question (et intitulée *Socialisme utopique et socialisme scientifique*) en avaient tiré ce qu'ils croyaient la leçon principale : le premier est mauvais, le second est bon. Et, dans un souci supplémentaire de simplification, qu'ils voulaient effort pédagogique (lire un livre complet, c'est long, même quand c'est une version abrégée. Comprendre un titre, c'est encore trop demander. Il faut résumer en un anathème), en concluaient que l'utopie, c'est très mal et très condamnable.

Ce reproche, adressé à Rifkin, serait d'ailleurs très excessif : il ne prétend pas au statut auquel aspirait le Dr Dühring ! Mais de manière plus générale, je suis depuis longtemps convaincu que l'utopie est une *boussole* (pas un bréviaire), un point vers lequel s'orienter, vers lequel tendre et ordonner ses efforts. Et si elle transporte une part de rêve, ce n'est pas mal : il arrive que le réel nous pèse sévèrement...

La démarche d'ensemble de Rifkin n'est pas exempte de graves défauts. Au-delà de l'autosatisfaction qu'il laisse percer de loin en loin, lorsque « ses équipes » débarquent ici ou là pour examiner un problème et laisser en partant (avec un très gros chèque...) un plan complet pour le résoudre, ou qu'il rencontre les plus « grands » et, dans l'ensemble, les convainc (l'effet est presque comique quand il n'est pas irritant), ce qui marque sa démarche est à la fois un grand optimisme, que l'on ne saurait lui reprocher et qui est assez communicatif, et une conviction jamais discutée que la raison l'emportera. Or jamais il ne prend en compte cette sorte d'immense continent noir de l'avidité sans frein, ni les mécanismes fous (et parfois quasi-automatisés) de la fi-

nance triomphante. Il est à mille lieues de partager la critique radicale du travail et du salariat de John Holmwood que présente dans ce numéro l'article de Samuel Holder.

Mais après tout, on peut toujours se dire qu'il était également absolument fou et déraisonnable de rêver d'égalité et de liberté dans une société d'Ancien régime régie par le droit divin ! Et c'est pourtant une critique courageuse et déterminée de cette société qui en a facilité l'ébranlement, et a armé (intellectuellement et aussi « moralement ») ses destructeurs. Pourquoi ne pas parier raisonnablement (ou déraisonnablement) sur le triomphe de la raison contre cette autre divinité qu'est le « marché », vis-à-vis de laquelle on nous rebat les oreilles qu'il « n'y a pas d'alternative » ?

Mais lorsque Michel Rocard, qui ne dit pas que des bêtises, affirme que plane au-dessus du monde et de « l'économie » un nuage de 800 trillions de dollars [7] (un trillion est un milliard de milliards, c'est-à-dire 10 avec 18 zéros, 800 x 10<sup>18</sup>!), susceptibles de fondre ici ou là le temps d'une opération spéculative et de s'en retirer quasi-instantanément en laissant des ruines, on peut se dire que « la raison [a beau] tonne[r] en son cratère » (comme le dit L'Internationale), elle risque d'être enfouie sous les cendres...

Une chose est certaine : les réflexions de Rifkin, sans l'écarter complètement, **font l'impasse** sur un choc qui semble inévitable. Les possesseurs de ces 800 trillions ne se laisseront pas déposséder, eux qui ont « fait sécession » d'avec la société, ont minutieusement emprisonné les « politiques », au point de faire de la démocratie un « placebo local » optionnel.

Il serait pourtant intéressant de savoir comment réagissent les capita-

listes « classiques » à ces propositions qui, après tout, leur promettent un champ assez ouvert d'investissements eux aussi « classiques », au rendement sûr mais lent. C'est à eux que s'adresse Alain Grandjean (qui parie lui aussi sur le triomphe de la raison...) dans l'entretien qu'il accorde le 3 décembre 2012 à *Libération* (voir extrait en encadré). Ces capitalistes « classiques », existent-ils ? Si oui, « combien de divisions » représentent-ils et de quel poids pèsent-ils face au rouleau compresseur de la finance mondialisée des 800 trillions ?

On peut aussi avoir des doutes sur le devenir d'une démarche empirique, progressive, d'adoption ici ou là de plans reprenant les « cinq piliers de la III<sup>e</sup> Révolution industrielle », comme l'ont fait le Conseil régional Nord-Pas-de-Calais ou la Commission européenne. Plus globalement, jamais n'est abordée la transition entre ces plans projetés et les politiques étatiques (ou supra-étatiques) bien réelles qui sont leur exact inverse. Rifkin (et d'ailleurs NégaWatt) font, me semble-t-il, le pari de la dynamique, du mouvement, de l'adhésion « par en-bas », et il est vrai que ce qui est nouveau est que ces plans rencontrent le mouvement des micro-fissures, une aspiration nouvelle mais qui mûrit vite, donnent sens et « faisabilité » technique à des initiatives de tout type, expérimentées, souvent sous la pression de la misère croissante [8], au plan local. Ces mouvements y puisent (ou y apportent) des idées, les essaient, les répandent. On peut penser qu'à un certain seuil critique, cela émergera comme une demande collective et sera porté comme un mouvement puissant. Et c'est peut-être en cela qu'elle est une « préparation » au choc évoqué plus haut comme inévitable. On ne meurt pas (par-

## JEREMY RIFKIN, CONSEILLER DES PRINCES ?

Au fil de cette lecture passionnante, on est assez souvent partagé entre hilarité et irritation. Très régulièrement, il nous tient informé des activités de ses « équipes mondiales », de l'accueil triomphal rencontré par ses interventions auprès des « grands » de ce monde, des gouvernements, des universitaires les plus renommés. Le propos est parfois presque puéril. Il n'en reste pas moins vrai que le métier de Jeremy Rifkin est de conseiller les puissants. Et qu'il ne repart pas de ses entretiens ou des conférences qu'il anime sans un chèque très substantiel. Voici donc un personnage qui ne doit pas menacer gravement l'ordre capitaliste s'il est ainsi suivi par Manuel Barroso et la Commission européenne, ou par Martine Aubry et le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (qui auraient tous deux adopté ses « Cinq piliers de la Troisième révolution industrielle »), ou apprécié par... Nicolas Sarkozy!

N'est-il pas dangereux ou même malsain de s'y intéresser de si près ? Cela demande quelques éclaircissements.

- Jeremy Rifkin « gagne sa vie » (et visiblement très bien) en dirigeant une « Fondation sur les tendances économiques » (Foundation on Economic Trends). Fort de sa formation en sociologie et en économie, il observe la société et y détecte des « tendances ». Je suis devenu, au fil des années, un lecteur assidu de son travail.

J'ai lu (et traduit) un ouvrage sur le Temps (j'ai été payé, rassurez-vous, mais l'éditeur a mis la clé sous la porte, et le livre n'a jamais paru... !) où il observait les ravages du temps déréglementé sur la vie et la psychologie des gens, essentiellement des urbains. La Mairie de Paris s'est inspirée de son travail pour mettre en place un « bureau du temps », qui n'était pas un gadget, mais tentait d'offrir à des familles dont le temps est désarticulé des facilités de vie tout à fait bienvenues (horaires d'ouverture des crèches, des écoles, des bureaux administratifs, etc., par exemple).

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt son livre sur *L'Age de l'accès*, où il met en évidence une mutation immense : on est de nos jours moins portés à posséder qu'à avoir accès à quelque chose. Canal + est un bon exemple, que ses adhérents ne possèdent pas, mais dont ils acquièrent le droit d'y accéder. Cette tendance est tout à la fois (comme souvent dans ce système) cause de dislocation (la location d'automobiles plutôt que leur achat) et promesse d'émancipation et de partage (co-voiturage, *timesharing* pour rester dans le même domaine, ce qui est rationnel et collaboratif, mais dissuade d'acheter de nouvelles voitures...).

Son travail sur la marche vers une *civilisation de l'empathie* m'a également beaucoup intéressé. Lu en parallèle avec le livre du psychologue et primatologue Frans de Waal, *L'Age de l'empathie* (Les liens qui libèrent, 2010), il sape cet autre matraquage des valets du capitalisme : l'homme est un loup pour l'homme, l'état qui lui est naturel est celui de la concurrence, de la lutte de tous contre tous, etc. Ce changement de regard, solidement argumenté et étayé, résulte de l'observation des sociétés et leur propose une tout autre philosophie que celle qui ravage les esprits et les corps.

- Il n'y a pas lieu de penser que le motif principal de son travail soit l'appât du gain... Il est évidemment très fier de ce qu'il fait, de ce qu'il est devenu, de la « reconnaissance » dont il jouit aujourd'hui, des égards qui lui sont manifestés. Mais la lecture de ses livres montre un individu enthousiaste, idéaliste, lui-même incontestablement sujet aux élans empathiques ! Il encaisse certainement avec plaisir les confortables chèques que son activité de « conseiller » lui procure, mais ce qu'il publie m'est toujours apparu comme autant d'armes dont on peut se saisir lorsque l'on recherche tout ce qui peut aider l'humanité à s'émanciper du système qui l'engluie et la tue.

- Il serait tout à fait absurde en revanche de lui attribuer cet objectif global. Au mieux, il est de ces penseurs parfaitement estimables qui pensent que la raison l'emportera, et qu'un plan aussi magnifiquement dressé ne peut pas ne pas l'emporter. Plus simplement (et dans ce sens il rejoint une très vaste cohorte, malheureusement bien plus nombreuse que la « nôtre » !), il semble estimer possible que le capitalisme soit sensible à la raison, et puisse être sauvé, au besoin contre lui-même !

Il y a donc beaucoup à prendre dans son travail. À prendre pour en faire un usage qu'il n'envisage certainement pas du tout. À nous de nous en saisir et d'en faire notre miel, car si nous ne butinons que nos propres fleurs, la récolte va être bien maigre. Toutes proportions gardées, Diderot a conseillé la grande Catherine II de Russie, et Voltaire le Prussien Frédéric II. Ils ont prodigué à ces très puissants monarques des conseils que ceux-ci n'ont pas suivis, mais qui ont fait leur chemin dans la société mûre pour abattre la monarchie française. Il y a tout lieu de penser que Voltaire, au moins, n'aurait pas été très heureux de cette irruption d'un peuple pour lequel il n'avait, par ailleurs, que mépris ! Il est vrai qu'il se serait consolé en pensant que ses thèses auront servi d'assise idéologique à la nouvelle classe dirigeante, dont il était en revanche un parfait représentant...

donnez cette formule immonde...) pour le SMIC à 1700 euros. Mais on peut puiser l'énergie nécessaire à ce combat dans la conviction qu'il existe une solution, un horizon, une « utopie », un « rêve ».

## UN MOMENT

### EXCEPTIONNEL

Une chose est certaine : la période que nous vivons, certainement « critique » pour la planète et pour notre espèce, voit converger

- l'épuisement des révolutions industrielles des 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, et des sources d'énergie qui étaient leur condition d'existence ;
- le démantèlement *irréversible* du salariat comme classe consciente d'elle-même (et non sa disparition) à laquelle était confiée la tâche historique d'émanciper l'humanité ;
- une crise absolue de la pensée émancipatrice (et non pas la disparition de la nécessité de l'émancipation !)
- une méfiance de plus en plus étayée vis-à-vis des institutions verticales, des commandements pyramidaux ; un rejet des figures du pouvoir désincarné en groupes d'experts ;
- en même temps, un niveau d'ins-truction et d'information ;
- des capacités jamais atteintes de communication, de mise en réseaux, de « connexions », une intense « connectivité », en particulier de la jeunesse. [9]

Il faut ajouter que les pouvoirs centralisés et pyramidaux n'ont pas existé « de tout temps ». Ils ont une histoire. Ils sont nés et se sont renforcés au gré des deux révolutions industrielles distinguées par Rifkin (nous n'entrons pas ici dans une discussion bizantine avec lui sur le détail de sa simplification historique. Qu'il « his-

toricise » la question est déjà une immense vertu). Ils sont nés, ils ont vécu. Il est temps qu'ils disparaissent.

Ce moment est peut-être exceptionnel, mais il est surtout incroyablement douloureux. D'abord parce que la « crise », quel que soit l'usage manipulateur qui peut être fait du terme, existe bien ! Des masses considérables en sont d'ores déjà victimes, et d'autres, innombrables, en attendent ou en redoutent les effets annoncés. Et en vérité, tout le monde vit à son rythme ou, comme j'ai tenté de l'expliquer, en intériorise la prétendue inéluctabilité. Toutes les « catégories », les concepts, les notions ordinairement convoqués pour affronter les effets de la domination capitaliste sont en crise, inopérants, désarmés,

irrémédiablement impuissants à rendre compte de la réalité. La « classe ouvrière », les « travailleursetles-jeunes » (cette expression ne peut plus désormais être entendue que comme un paquet compact et insaisissable), les programmes (de Transition ou autres), pour ne rien dire de la dictature du prolétariat ou du parti d'avant-garde, du parti mondial de la révolution socialiste, sont loin d'évoquer une solution : ils sont des obstacles à la réflexion, des limitations dramatiques à la pensée vivante. Ils sont autant de tentatives de plaquer sur la vie des schémas, « un état des choses qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer », alors même que les « données préalables telles qu'elles existent actuellement » ont radicale-

Extrait d'une interview d'Alain Grandjean (président du Comité d'experts chargé d'envisager un autre modèle de développement pour la Fondation Terra Nova) dans *Libération* du 3 décembre 2012, sous le titre « LA TRANSITION ENERGETIQUE SECURISE L'AVENIR »

[Ce sont les deux dernières questions. Ce qui précède me paraît assez conforme à ce que proposent, chacun à sa manière, Rifkin et NégaWatt]

**Que préconisez-vous ?** Pour favoriser les énergies renouvelables et les économies d'énergie, il faut réduire leur coût en capital, c'est-à-dire le prix de l'argent nécessaire aux investissements. La moitié du coût de production d'une énergie décarbonée sert à financer les intérêts et le retour sur capital attendu ! C'est énorme, d'autant que les investisseurs exigent une rentabilité de 8 à 15 % dans ce secteur, contre 3 % dans le BTP. Il suffirait de diviser par deux les taux d'intérêt appliqués aux renouvelables pour baisser le coût de l'électricité verte de plus d'un tiers.

**Comment réduire ces taux d'intérêt ?** Il faut des règles du jeu stables, le contraire de ce qui se passe depuis cinq ans. Ensuite, nous proposons un fonds ou une banque spécialisée, sur le modèle de la banque publique allemande KfW, qui finance la transition à des taux descendant jusqu'à 1 % et permet ainsi de payer l'énergie renouvelable Outre-Rhin bien moins cher que nous. Les Britanniques créent, eux, la Green Investment Bank. En France, il serait judicieux d'utiliser la Banque publique d'investissement (BPI). Le fonds pourrait s'appuyer sur la Banque européenne d'investissement (BEI) ou la Caisse des dépôts (CDC). Notre parc nucléaire a bien été financé à des conditions très avantageuses, avec la garantie de l'État. En fait, le financement n'est pas un obstacle. L'État devra juste penser la transition énergétique, fixer un cadre, sans lequel rien ne se fera. Et il permettra à cet argent très peu cher de bénéficier directement aux entreprises françaises.

ment et irréversiblement changé.  
**Ce sont ces données absolument modifiées qu'il convient aujourd'hui de « cartographier ».**

Et pendant ce temps-là, PSA Aulnay est promis à la fermeture, et tant d'autres entreprises, semant toujours plus de misère et de désespoir. Dire « non » est évidemment nécessaire. Tout le monde sait que ce ne sera pas suffisant. Sans pouvoir aller plus loin, mais avec la conviction que cette discussion est nécessaire, et qu'elle ne se mène pas (ou si elle se mène, ce dont je doute, qu'elle ne perce pas des cercles très étroits et fermés), on peut être sûr qu'au-delà du « non », on doit enchaîner avec quelque chose qui, pour aussi vague que cela soit, pourrait tourner autour de cette formulation un peu « coluchienne » : « *Nous ne tenons pas tant que ça à travailler. En revanche, nous tenons absolument à être payés. Et plutôt que de travailler pour l'essentiel bêtement (OS, et de plus en plus OP) à produire des voitures polluantes et condamnées à terme plus ou moins bref par le tarissement du pétrole et l'étouffement la planète par le CO<sub>2</sub>, nous voulons être correctement formés à concevoir et à produire intelligemment les voitures propres de la transition énergétique.* » [10]

Mais aussi, pendant ce temps-là, des mesures enfin envisagées sont repoussées. Ainsi de la fermeture annoncée de la centrale nucléaire de Fessenheim, prélude à une sortie du nucléaire. Au lobby militaro-industriel qui a présidé à l'orientation vers le nucléaire, d'abord militaire avant d'être civil, et donc toujours soumis à l'omertà et aux mensonges de la « Grande muette », s'ajoute la perpétuation de la très vieille et très réactionnaire sainte-alliance gaullisto-stalinienne nouée à la Libération. Conjonction des orientations nationa-

listes du Bonaparte pour les intérêts bien compris de la bourgeoisie française, et des intérêts de la succursale française des intérêts du Kremlin dans la Guerre froide naissante, c'était le gage de l'indépendance énergétique du pays, du non-alignement sur les États-unis. Scrogneugneu : nous sommes Français ! En ajoutant à ce brouet infect des relents de scientisme (dont Claude Allègre est le tenant caricatural) et une très grosse dose de corruption de la bureaucratie prétendument « ouvrière » (voir la CGT de la CCAS, comité d'entreprise que le génial Marcel Paul a doté d'un financement établi, non sur la masse salariale, comme les autres CE, mais sur la production d'EDF et donc sur son chiffre d'affaires !), une coalition incroyable fait tout ce qui est en son pouvoir pour « sauver » ce fleuron du « génie » français. Quitte à laisser EDF employer des centaines de vacataires à qui sont confiés les travaux les plus dangereux, sans pour autant bénéficier des statuts et protections de l'EDF dont la CGT se prétend la protectrice.

Là aussi, « fermeture » ne suffit pas. Il faut prolonger par une formulation qui intègre la « transition énergétique » : la perspective de démanteler sur des années une centrale vieille et dangereuse (et non de la faire entretenir par des vacataires sans protection statutaire au nom de « l'excellence française » et de la gloire de Marcel Paul), d'y acquérir des qualifications nouvelles, dûment reconnues et rémunérées (avec titularisation de ces vacataires), et utilisables ailleurs en France et dans le monde. Cette revendication est immédiatement saisissable.

Au total, il me semble en tout cas que poursuivre cette « recherche », s'intéresser passionnément à ce qui se fait,

à ce qui se pense, à ce qui bouge, aux solutions plutôt qu'à la « crise », tout cela est utile, et nécessaire si l'on veut sortir du piège et continuer de penser l'émancipation.

Nous ne « dirigeons » rien. Personne n'attend de *Carré rouge* des consignes d'action. Il n'est en revanche peut-être pas indifférent ou inutile de contribuer à faire apparaître dans toute sa nudité la contradiction désormais vitale (au sens fort du mot) entre ce dont est capable l'humanité et le carcan mortel dans lequel elle est enserrée par le capital, et singulièrement le capital financier.

« Rêve générale ! » disaient les autocollants de 2010...

## Notes

1- Reçu dans ma boîte à lettres électronique, ce message du M'PEP :

« POUR QUE REVIENNENT DES "JOURS HEUREUX" !

Par les Club penser la France (CPF), le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) et le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF).

19 février 2013.

Pour riposter à l'entreprise de liquidation des conquêtes sociales et de la France républicaine, en prenant appui sur les résistances sociales, civiques et patriotiques, pour une République sociale, souveraine et fraternelle,

ENSEMBLE, DÉFENDONS et ACTUALISONS le PROGRAMME du CONSEIL NATIONAL de la RÉSISTANCE ! » [les passages en lettres majuscules sont d'origine]

2- Et non, je ne mettrai pas de guillemets à « gauche » : c'est la gauche, sauf à vouloir perpétuer le mythe d'un « mandat » non respecté ! Le gouvernement Hollande ne me « déçoit » pas : il fait ce qu'il y avait à en attendre.

3- Mais comme il faut bien être un peu lucide, et qu'on ne se sent tout de même pas

très vaillant, on transfère aux courageux peuples arabes (qui n'ont plus peur!) ou à l'immense peuple chinois (ça bouge énormément là-bas, vous avez vu?) le soin de repasser les plats de l'Histoire. À eux la Commune, cette fois victorieuse.

4 Singulière réflexion de Thomas Frank, dans le *Monde diplomatique* de janvier 2013, dans un article dont le titre, « Pourquoi Occuper Wall Street n'a pas réussi aussi bien que le Tea Party », suffit presque à dire combien il passe à côté de l'essentiel... Indirectement, Noam Chomsky lui répond dans *Occupy* (paru en janvier à L'Herne) et démontre combien les deux mouvements ne sauraient être comparés.

5- L'Idéologie allemande, Karl Marx, éd. La Pléiade, Œuvres tome 3, 1845, p. 1067

6- Une « espèce » que je considère comme un oxymore, une impossible alliance entre des termes incompatibles. Mais je suis de moins en moins sûr que le problème se pose ainsi, et que s'y arrêter ne contribue pas à nous interdire, là encore, de penser.

7- La somme est invérifiable, peut-être même impossible à établir. On trouve dans le livre consacré par François Chesnais à la « dette » (*Les dettes illégitimes, Raisons d'agir*, 2011) des indications précises sur la construction de cette masse gigantesque de capitaux en grande partie fictifs, large-

ment produits du « shadow banking ». Le seul intérêt de cette somme est peut-être justement dans sa démesure. Elle ne prétend pas à l'exactitude comptable, mais elle est un très bon instrument « politique » pour apprécier à quel ennemi nous avons affaire.

8- Pas toujours. *Libération* du 25 février 2013, dans son supplément « Ecofutur », après une interview intéressante de Rifkin (voir premier encadré), consacre deux pages à une petite ville finlandaise, Oulu, où un quartier a été aménagé selon les préceptes énoncés par cet auteur (ou en conformité avec eux), avec des succès tout à fait spectaculaires. Dans une ville où il n'est pas rare que la température tombe à moins 40°, on a coutume de dire que (dans le domaine énergétique) « si un concept marche ici, il fonctionnera forcément ailleurs ». Et ça semble marcher admirablement!

9- L'ensemble de ces points trouvent une actualisation impressionnante en Italie, où seuls ils permettent de décrire en partie ce qui vient de se passer lors des élections. Le surgissement du Mouvement Cinque Stelle de Beppe Grillo ne s'explique pas autrement. La levée de boucliers que son succès spectaculaire suscite n'a selon moi d'équivalent que le déferlement médiatique des

partisans du « oui » au TCE en 2005 contre ceux qui avaient osé s'y opposer. La comparaison ne porte pas seulement sur les « effets », en particulier médiatiques, mais aussi sur le « fond », et sur la mobilisation littéralement hystérique de tout ce qui a partie liée avec ce système. La très grande importance de cet événement méritera que l'on s'y intéresse soigneusement. Pour ma part, je m'en réjouis absolument! Ils ont en effet bien raison de s'en inquiéter...

10- Ou alors il faut pleinement assumer une autre approche : « Tout le monde n'a pas encore de voiture, ce qui laisse une large marge de production à venir. Pourquoi ne pas proposer un décret gouvernemental imposant deux voitures par foyer, avec renouvellement annuel obligatoire (mesure réellement envisagée ou déjà adoptée pour les « flottes » d'entreprises), sous peine de malus; permis de conduire obligatoire pour valider l'obtention du baccalauréat; taxation du co-voiturage. Et PSA est sauvé. Mais aussi obligation d'utiliser des tôles plus épaisses, et c'est Florange qui repart; 8 roues minimum par véhicule, et deux pneus par roue (et Goodyear est sauvé); augmentation des cylindrées (et c'est Pétroplus qui s'y colle)!